

RAPPORT N° 2022/3-16  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 30 juin 2022

**OBJET : CONVENTION DE COOPERATION AVEC D'AUTRES ACHETEURS PUBLICS (OU SEMI-PUBLICS) POUR L'ORGANISATION DES RENCONTRES ECONOMIQUES DU TERRITOIRE DU NORD - Edition 2022 (SBA)**

Le rapport s'inscrit dans le cadre des actions établies pour L'*Orientation n° 2 « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »* :

**-Objectif : Affirmer le leadership économique (renforcer le développement économique en mobilisant les acteurs publics et privés)**

**- Engagement n° 5 « impulser un nouvel élan économique intercommunal »**

La CINOR et divers autres acheteur publics ou semi-publics (*la Commune de Saint-Denis, le Département de la Réunion, la Région Réunion, la SODIAC, l'aéroport de Roland Garros, le CHU et la SIDR...*) sont engagés dans une démarche SBA (Stratégie du Bon Achat).

L'une des actions phares de la Stratégie du Bon Achat est l'organisation d'une ***Journée du Territoire***, encore appelée **Rencontres économiques du Territoire**, qui permet aux acheteurs publics ou semi-publics de rencontrer les entreprises et de leur communiquer le programme prévisionnel des marchés de travaux, de fournitures et de services, pour une année.

Il est envisagé d'organiser en commun cette Journée avec les signataires précités de la convention SBA. En effet, l'intérêt de réaliser cette Grande Journée du Territoire en une seule fois réside dans l'avantage, pour les entreprises, de ne pas devoir se mobiliser sur plusieurs sessions du même types organisés individuellement, sources-en cela de gain de temps et de productivité.

C'est aussi l'occasion pour les acheteurs, les organismes professionnels, et les entreprises de se rencontrer et d'échanger sur des problématiques liées à la commande publique.

Suite aux réunions de travail organisées au sein de l'association SBA, la CINOR a été désignée chef de file pour l'organisation des Rencontres économiques sur le territoire du NORD. (D'autres journées du territoire seraient programmées dans le courant de l'année dans l'Est, le Sud ou l'Ouest, avec des chefs de file autres que la CINOR pour l'organisation de ces journées par microrégions...)

Afin de permettre une organisation conjointe de cette manifestation par les services de la CINOR et des autres **principaux acheteurs publics ou semi publics basés principalement dans le Nord de l'île**, il est proposé la signature d'une convention de coopération déterminant les modalités d'organisation et de financement de cette grande Journée du Territoire, prévue à le jeudi 22 septembre 2022 au Parc des Expositions et des Congrès de Saint-Denis.

Un exemple de programme pour cette journée est aussi donné à titre purement indicatif à ce stade :

**- Programme prévisionnel : Rencontres économiques du 22 /09/22**

**De 9H00 à 9H30 : accueil des participants (petit déjeuner)**

**De 9H30 à 9 h 40 : Discours de bienvenue du Président de la CINOR**

**De 9H40 à 10 h 45 : Table ronde (*thème et intervenants : en cours*)**

**A 10 h 45 : Ouverture des salons de rencontre :**

- De 10H45 à 16 h 00 : SALONS DE RENCONTRE ENTRE ACHETEURS ET ENTREPRISES
- De 10H45 à 16H00 : SALONS « ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES » (avec la participation de la MDEN, la CCIR, la CMA)

Il est prévu la tenue de conférences tout au long de la journée et un coquetel déjeunatoire se tiendra à partir de 12 h 30.

**L'enveloppe financière pour ce projet est évaluée à 38 000 euros TTC** (*location de Halle et du mobilier, service traiteur, frais de communication, frais d'animation...*), avec **une répartition des dépenses entre la CINOR et les autres acheteurs publics ou semi-publics** :

Dépenses prévisionnelles	Montant TTC
Location Hall Parc des Expositions et des Congrès de Saint-Denis et services connexes ( <i>gardiennage, équipements informatiques, agencement mobiliers...</i> )	23 000
Service Traiteur ( <i>sur une base de 30 euros TTC maxi et 250 personnes</i> )	7500
Frais de communication	2500
Frais d'animation	3000
Aléas divers	2000
<b>TOTAL</b>	<b>38 000</b>

En ce qui concerne le financement des dépenses, il est convenu que les dépenses seront réparties selon les règles suivantes :

- pour la location des espaces liés aux éléments de stand propres à chaque acheteur : ces charges seront payées par chaque acheteur occupant le stand

- pour les autres charges restantes correspondant à des frais mutualisés (location de la salle et du Hall, service traiteur et services des animateurs/conférenciers...) : chaque acheteur convient librement du cofinancement de ces charges et du montant qui sera par conséquent remboursé à la CINOR (*qui avance le paiement de ces frais*).

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le principe d'une organisation commune de cette Grande Journée du Territoire,
- Approuver le projet de convention de coopération ci-annexé entre la CINOR et les autres acheteurs publics (ou semi-publics) mentionnés dans la convention
- M'autoriser à signer ladite convention de coopération ci-annexée avec les représentants de chaque acheteur public (ou semi-publics)

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-16-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**DECISION N°2022/3-16  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET : CONVENTION DE COOPERATION ENTRE LA CINOR ET LE TCO POUR L'ORGANISATION D'UN SALON DES  
SAVOIR-FAIRE PROFESSIONNELS ET DES PROXIMITES**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions

Sur le RAPPORT n° 2022/3-16 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

- D'approuver le projet de convention de coopération ci-annexé entre la CINOR et les autres acheteurs publics (ou semi-publics) mentionnés dans la convention

**ARTICLE 2**

- D'autoriser le Président à signer ladite convention avec les représentants de chaque acheteur public (ou semi-publics)

Nombre de votants : 12  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 juil 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL

